



Direction de la
commande publique
AB/CT/JR

N°2026-010

DECISION DU MAIRE

PRISE LE 08 JAN. 2026

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA DELIBERATION
DU 1^{er} FEVRIER 2024

OBJET : Convention n°C26007 relative à la sensibilisation et la formation au permis AM (anciennement Brevet de Sécurité Routière) au profit des jeunes de la ville de Soisy-sous-Montmorency.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code de la Commande Publique, notamment son article R2122-3,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1^{er} février 2024 aux termes de laquelle le Maire a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

CONSIDERANT que la ville de Soisy-sous-Montmorency souhaite organiser une session de formation au Permis AM (anciennement Brevet de Sécurité Routière) permettant de conduire dès 14 ans des cyclomoteurs (motocyclettes de moins de 50 cm³) et des voitures (quadricycles légers).

CONSIDERANT le projet de convention de prestation présenté par le Club Motocycliste de la Police Nationale (C.M.P.N.), sis 26 rue du bois Malhais à Saint-Germain-de-la-Grange (78 640) et représenté par son Président, Monsieur Eric DURAND,

D E C I D E

Article 1 : La signature d'une convention entre la ville de Soisy-sous-Montmorency et le Club Motocycliste de la Police Nationale (C.M.P.N.) selon les conditions suivantes :

- Public concerné : les jeunes de la ville de Soisy âgés de 14 à 16 ans ;
- Lieu : Collège Descartes le 27 janvier 2026 pour une journée de sensibilisation et les tests de sélection, et du lundi 30 mars au vendredi 3 avril 2026 pour la formation.

Article 2 : Le montant total de la prestation s'élève à mille huit cents euros TTC (1 800,00 € TTC).
Le prestataire prend en charge le versement des salaires, charges sociales et fiscales que cette prestation engendre.

Article 3 : Le règlement s'effectuera par mandat administratif, après réalisation de la prestation et sur présentation d'une facture. Ces opérations seront imputées sur les crédits inscrits à cet effet au budget de l'exercice 2026.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 5 : la présente décision est transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles,
- à Madame la Comptable Assignataire des Paiement de Montmorency

Le Maire,
Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANO



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : 08 JAN. 2026

Mis en ligne et/ou notifié le : 08 JAN. 2026

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le 08 JAN. 2026

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.